

**CONTRAT D'AUTORISATION POUR L'ORGANISATION D'UNE ACTIVITÉ OU L'OFFRE D'UN
SERVICE À DES FINS LUCRATIVES OU L'EXPLOITATION D'UN COMMERCE DANS
UNE ZONE D'EXPLOITATION CONTRÔLÉE**

(Article 109 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune)

LE MINISTRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS, pour et au nom du gouvernement du Québec, ici représenté par M^{me} Justine Desmeules, directrice de la gestion de la faune de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, dûment autorisée en vertu du Règlement sur la signature de certains actes, documents et écrits du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2, r. 1, article 34.5);

Ci-après appelée le « **MINISTRE** »

- ET -

CIME AVENTURES INC., personne morale sans capital-actions, légalement constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38), immatriculée au registre des entreprises (Québec) sous le numéro 1164789472, ayant son siège au 200, chemin Athanase-Arsenault, Bonaventure (Québec) G0C 1E0, ici représentée par M^{me} Élodie Brideau, agissant en sa qualité de responsable de cette entreprise, dûment autorisé aux fins des présentes;

Ci-après appelé le « **PROMOTEUR** »

Original paraphé

?

 Original paraphé

DÉCLARATIONS

- A. Le MINISTRE a, par le décret numéro D. 123-89, a. 7 en date du 22 février 1988, établi la zone d'exploitation contrôlée de la rivière Bonaventure (ci-après la « zec ») à des fins d'aménagement, d'exploitation ou de conservation de la faune ou d'une espèce faunique et accessoirement à des fins de pratique d'activités récréatives.
- B. Le Règlement sur la zone d'exploitation contrôlée de la rivière Bonaventure (RLRQ, chapitre C-61.1, r. 76, ci-après le « Règlement ») a été adopté le 22 février 1988.
- C. Le MINISTRE peut, en vertu du deuxième alinéa de l'article 109 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, chapitre C-61.1, ci-après la « LCMVF »), autoriser aux conditions qu'il détermine, l'organisation d'activités ou la fourniture de services sur une base lucrative ou l'exploitation d'un commerce pour des fins de mise en valeur ou d'utilisation de la faune ou pour des fins de pratique d'activités récréatives.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

En conformité avec l'article 109 de la LCMVF, le MINISTRE autorise le PROMOTEUR à offrir dans la zone d'exploitation contrôlée de la rivière Bonaventure, le commerce de location d'embarcation et d'équipement de flottaison ainsi que l'organisation d'activités guidées de descente en embarcation ou en apnée, pour des fins de pratique d'activités récréatives sur le territoire de la zec de la rivière Bonaventure (référence annexe 1).

Aucun autre service ou activité à des fins lucratives ou commerce ne peut être offert dans la zec par le PROMOTEUR, sans une autorisation distincte et écrite du MINISTRE.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est consentie aux conditions suivantes, que le PROMOTEUR s'engage à respecter :

- a) assumer les coûts d'opération et d'exploitation du commerce qu'il est autorisé à exploiter, en vertu de l'article 1 du présent contrat;
- b) se conformer à toute loi et à tout règlement applicables sur le territoire de la zec dont, notamment, les règlements adoptés par l'organisme gestionnaire de la zec (ci-après « l'OGZ ») en application de l'article 110 (9^o) de la LCMVF;
- c) faire respecter, auprès de sa clientèle et de ses employés, le code d'éthique pour les usagers de la rivière préalablement convenu avec la zec;
- d) ne procéder à aucune amélioration ou construction sur le territoire de la zec, sans avoir obtenu l'autorisation préalable du MINISTRE, conformément à l'article 107 de la LCMVF;
- e) veiller à la sécurité des usagers en mettant en place des mesures de sécurité conformes de l'industrie de descente en embarcations et d'éco aventures en eaux vives;
- f) ne pas utiliser l'appellation « zone d'exploitation contrôlée », le sigle « Z.E.C. » ou le mot « zec », pour la désignation de cette activité ou de ce service ou de ce commerce;
- g) Assurer la salubrité des installations mises en place par le PROMOTEUR pour sa clientèle en mettant en œuvre un système de suivi du nettoyage quotidien au moins deux fois par jour afin de recueillir les déchets et en disposer conformément à la réglementation applicable;
- h) Assurer la fonctionnalité des équipements sanitaires mis en place par le PROMOTEUR et s'assurer de leur entretien en mettant en œuvre un système de suivi du nettoyage quotidien pour que ceux-ci soient utilisables et propres en tout temps;
- i) Fournir obligatoirement un sac de transport fixé à l'embarcation pour permettre à sa clientèle de contenir ses effets personnels ou déchets dans l'embarcation;

Original paraphé

Original paraphé

- j) ne pas limiter ou contrôler l'accès aux autres usagers de la zec à l'intérieur des limites de celle-ci;
- k) se conformer aux modalités décrites dans l'annexe 1 de la présente autorisation;
- l) pour faciliter les déplacements en embarcation, la gestion de tiges repères aux fosses Green et Edward devra se faire lorsque le débit de la rivière Bonaventure sera inférieur à 30 m³/seconde et ce, en concertation avec la zec;
- m) les aires de repos devront être conformes à la réglementation et à l'obtention des autorisations nécessaires des instances concernées;
- n) Obtenir préalablement l'autorisation de la zec ou du ministère pour tout affichage de ses installations ou autres (ex. Sites d'arrêt) sur le territoire de la zec;
- o) Respecter la réglementation de la zec concernant les secteurs de baignade et de plongée en apnée interdite et en informer sa clientèle;
- p) LE PROMOTEUR ou toutes personnes liées soient morales ou physiques ne pourront opérer d'autres sites de mise à l'eau autre que ceux prévus à l'Annexe 1, sur le territoire de la ZEC;
- q) Tout type d'embarcation autorisée et utilisée par le PROMOTEUR doit être identifiée à l'entreprise et visible à partir de la rive par un numéro unique inscrit de part et d'autre de celle-ci;
- r) La clientèle du PROMOTEUR doit détenir une preuve d'enregistrement à la zec avant de pratiquer toutes activités sur le territoire et être en mesure de présenter cette preuve sur demande;
- s) La clientèle du PROMOTEUR doit être identifiable visiblement par un bracelet numéroté ou autre moyen affichant la date effective de l'activité inscrite;
- t) Remettre au MINISTRE, au plus tard le 15 novembre 2021, un rapport annuel des activités réalisées par le PROMOTEUR à l'intérieur de la zec, incluant les informations suivantes :
 1. La date et une description des activités, projets ou études réalisés dans la zec;
 2. Un registre quotidien sous forme de fichier Excel du nombre journalier et du type d'embarcations utilisées pour chacun des secteurs identifiés comme suit (annexe 1), soit :
 - i. Lac Bonaventure - Bonaventure Ouest;
 - ii. Bonaventure Ouest - Passerelle de Saint-Alphonse;
 - iii. Passerelle de Saint-Alphonse – Base de Cime Aventures (La Populaire);
 - iv. Rapide Malin – Base de Cime Aventures (zone récréative principale);
 - v. Base de Cime Aventures – Estuaire de la rivière Bonaventure (La Familiale).

ARTICLE 3 – DURÉE

Malgré la date de sa signature, la présente autorisation est consentie pour une période débutant le 1^{er} jour du mois juin de l'année 2021 et se terminant le dernier jour du mois de décembre de l'année 2021.

ARTICLE 4 – REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Le MINISTRE, aux fins de l'application du présent contrat, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne la directrice de la gestion de la faune de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine pour le représenter. Si un remplaçant était nécessaire, le MINISTRE en avisera le PROMOTEUR dans les meilleurs délais.

De même, le PROMOTEUR désigne M^{me} Élodie Brideau pour le représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, il en avisera le MINISTRE dans les meilleurs délais.

ARTICLE 5 – ASSURANCE

Pendant toute la durée de cette autorisation, le PROMOTEUR doit détenir et maintenir en vigueur une police d'assurance responsabilité civile comportant une couverture minimum de deux millions de dollars (2 000 000 \$), couvrant les dommages corporels (y compris la mort en résultant) et matériels (y compris la perte d'usage) sur base d'évènement et couvrant notamment :

Original paraphé

Original paraphé

- a) le risque relatif aux lieux et activités, sans exclusion pour la force majeure ou la faute de l'assuré;
- b) le préjudice personnel;
- c) la responsabilité automobile indirecte;
- d) l'avenant d'extension du terme « assuré » aux employés de l'assuré désigné.

Le certificat d'assurance (la police) devra contenir une clause indiquant que le contrat d'assurance prévoit qu'il ne pourra être annulé, suspendu ou résilié ou la couverture réduite sans qu'un préavis de soixante (60) jours ne soit donné au MINISTRE. Si un montant de déduction ou de franchise apparaît à un contrat d'assurance, il doit être prévu que la franchise est à la charge du PROMOTEUR.

Le PROMOTEUR doit fournir au MINISTRE une attestation d'assurance au plus tard à la date de la signature du présent contrat. Par la suite, pendant la durée du présent contrat, le PROMOTEUR devra fournir une preuve d'assurance au plus tard à la date d'expiration de la police d'assurance telle qu'exigée.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITÉ

Le PROMOTEUR sera responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, agents ou représentants, dans le cours ou à l'occasion du commerce autorisé par le présent contrat y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu des présentes.

Le PROMOTEUR s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour le MINISTRE contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne en raison des dommages ainsi causés.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-TRAITANCE

Le PROMOTEUR ne peut céder, vendre ou autrement aliéner en tout ou en partie, les droits ou obligations qui lui sont consentis par le présent contrat.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION

Le MINISTRE se réserve le droit de résilier en tout temps cette autorisation lorsque le PROMOTEUR fait défaut d'exécuter quelque obligation, terme ou condition prévus au présent contrat ou lorsque le PROMOTEUR ou l'un de ses employés est reconnu coupable, dans le cadre d'une activité reliée à la présente autorisation, d'une infraction à la LCMVF ou à ses règlements ou à tous autres loi ou règlement relatifs à la chasse, à la pêche, au piégeage ou à la zec.

Pour ce faire, le MINISTRE doit transmettre un avis de résiliation au PROMOTEUR. Cette autorisation est alors résiliée à compter de la date de réception de l'avis par le PROMOTEUR et celui-ci doit immédiatement cesser d'exploiter le commerce à l'intérieur des limites de la zec.

Le MINISTRE peut aussi résilier cette autorisation avant son échéance, pour des motifs majeurs d'intérêt public. Il doit alors donner un avis à cet effet au PROMOTEUR au moins trois mois avant l'échéance de la présente autorisation.

Si, pendant la durée de la présente autorisation, le MINISTRE constate avec évidence qu'il ne pourra pas, pour des motifs majeurs d'intérêt public, conclure aux mêmes fins un nouveau contrat à la date d'échéance de celui-ci, il en avise par écrit le PROMOTEUR au moins trois mois avant la fin du présent contrat.

Le PROMOTEUR s'engage à ne réclamer au MINISTRE aucun dommage pour la résiliation de cette autorisation ni dans le cas où un nouveau contrat n'est pas signé aux mêmes fins à l'échéance du présent contrat.

ARTICLE 9 – SUIVI

Le MINISTRE peut en tout temps effectuer des vérifications, notamment auprès du PROMOTEUR, afin de s'assurer que les conditions prévues aux présentes ont été respectées. Une vérification annuelle est minimalement effectuée auprès du PROMOTEUR.

Original paraphé
7

Original paraphé

Le PROMOTEUR s'engage à participer à des rencontres de suivi mensuelles avec le ministère (juin, juillet, août) ou tout autre rencontre à la demande de la Direction de la gestion de la faune de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

Toute modification au contenu du présent contrat devra faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature du contrat et elle en fera partie intégrante.

ARTICLE 11 – CHANGEMENT DE STATUT DU TERRITOIRE

Il est entendu que toute abrogation du décret ou de l'arrêté établissant la zec opérera automatiquement et sans délai la résiliation du présent contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé aux dates et endroits suivants :

LE MINISTRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS

PAR : Original signé
Jústine Desmeules, biologiste
Directrice régionale de la gestion de la faune
de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

2021-06-11


Date

Sainte-Anne-des-Monts

Endroit

CIME AVENTURES INC.

Original signé

PAR : 
Elodie Brideau
Directrice générale

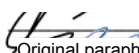
11 juin 2021

Date

Bonaventure

Endroit

Original paraphé


Original paraphé